



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

(FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre

0690.28.19.86

fsas.cgtg@laposte.net

www.veyatifsascgtg.org

Adresse à la population Guadeloupéenne - 28 Novembre 2019

Incendie du C.H.U.G. :

Deux années déjà et un anniversaire au goût chlordéconé !

Le 28 Novembre 2017, un incendie se déclarait au plateau technique du C.H.U.G.. La CGTG avait, à de nombreuses reprises, alerté la Direction et les pouvoirs publics sur la situation précaire dans laquelle évoluaient les soignants et les patients en termes de conditions de travail et de sécurité et de conditions d'accueil des usagers. Nos alertes sont toujours restées sans suites.

Le nouveau Directeur général du C.H.U.G. s'est évertué, ce jour sur les ondes, à affirmer que *"la vraie question est comment en est-on arrivé là ?"*, si ce n'est pas du culot çà ? Ainsi, dit-il, *"il faut trouver les causes originelles avant l'incendie"*. Nous l'invitons, par conséquent, à consulter les nombreux tracts et courriers de la CGTG mais aussi les alertes de nos représentants au CHSCT et au CTE.

Pour rappel, l'ensemble des patients avaient été évacués vers divers sites sanitaires publics ou privé le jour même, jusqu'à mobiliser le C.H.U. de Martinique. Cet incendie a eu des conséquences de tous ordres, y compris le changement de préfet et de Direction général à l'ARS puis au C.H.U.G. lui même, mais deux années ont passé et nous restons en attente des conclusions judiciaires dont une première aurait été contredite par celle d'une assurance, on se demande à quel titre le privé peut mettre en doute l'action publique ?

A propos de privé, nous observons que deux Cliniques privées tirent magistralement leur épingle du jeu dont une qui en a profité pour se refaire un lifting avant d'être vraisemblablement vendue, dès septembre 2018, à l'un des plus gros groupes de santé privé d'Europe, KORIAN-ALMA Santé.

Nous sommes, toujours, en attente de réhabilitations, de rénovations, de remise en état et autres travaux nécessaires et promis dès le mois de Mai 2018 par les autorités politiques et sanitaires. Cet incendie semble au moins avoir eu le mérite d'accélérer les procédures de constructions d'un nouveau C.H.U.G. que la C.G.T.G. a revendiqué depuis les années 2000.

Mais de guerre lasse, et après deux années de fonctionnement dans des conditions exécrables et d'attentes de jours meilleurs, les agents ont fait appel à leurs organisations syndicales représentatives pour mener une action unitaire durant deux mois, Juillet et Août 2019, qui s'est soldée par de nouvelles promesses et une répression antisyndicale.

Quand il faut flatter les agents, on rappelle leur implication (quasi unique car ils n'ont même pas attendu d'ordres) dans la gestion de la crise mais quand ces derniers revendiquent, ils deviennent dangereux. Des agents qui ont dénoncé les conditions de travail et de prise en charge sont convoqués par l'administration, voire la police, et les organisations syndicales qui ont mener la grève, dont la CGTG, sont sous le coup d'une décision de justice ce lundi 02 Décembre.

Durant ce mouvement, nous aurons appris l'accélération du projet "Pôle Parent Enfant" (P.P.E.) de par la construction d'un immeuble en dur (au lieu d'une structure légère comme prévu au départ) au sein du Centre Hospitalier de Palais-Royal. Il faut noter que cet hôpital, situé non loin du futur nouveau C.H.U.G., reçoit déjà un service du C.H.U.G. et un autre de la Polyclinique (pour faire de la place à une partie de ce fameux PPE), mais est normalement destiné à la prise en charge de personnes âgées, problématique de société exponentielle en Guadeloupe.

Ainsi, c'est tout le secteur gérontologique et gériatrique, en pleine évolution, qui est mis à mal par cette décision hâtive alors que d'autres solutions étaient sur la table : Occupation d'espaces existants (terrain et/ou Bâtiments) au Centre Hospitalier de Capesterre (situé entre les deux agglomérations principales), installation de mini-hôpital en structure mobile en intra... Il semble bien, donc, que ce choix soit déterminé par des motivations économiques puisque personne ne peut dire ce qu'il en sera du nouveau bâtiment construit à Palais-Royal après la livraison du nouveau CHUG. Ceux qui ne l'ont pas vu venir, s'en mordront les doigts d'ici 2022, si ce n'est plus.

Comme nous l'avions écrit, le jour même de l'incendie, " *...répondre à la nécessité n'est pas profiter pour restructurer et soumettre les réponses aux seules exigences économiques, les contraintes géologiques - climatiques et humaines ne doivent-elles pas être prioritaires dans les décisions à venir ?* ".

Nous ne le répéterons jamais assez, " *cet événement a fait la démonstration, comme nous le disions dans une lettre ouverte à l'ancienne Ministre de la santé -Marisol TOURAINÉ, en date du 24 Février 2016 : que " **Rien ne peut être pensé comme en Ile-de-France, ce n'est pas de la spécificité, encore moins une vue de notre esprit, mais la réalité**". Mais, l'ARS, ayant sa lettre de mission et dans une logique comptable et technocratique, n'a qu'une obsession : **Faire un GHT unique en Guadeloupe autour du CHU**. Si le CHU est une nécessité sanitaire, et personne ne peut dire le contraire en dépit de toutes les critiques faites à l'encontre du personnel, nous ne devons pas nous cacher derrière cette nécessité pour faire évoluer la santé en bloc monolithique*".

La réflexion sur le nouveau PRS (Plan Régional de Santé) que nous préconisions était de se mobiliser sur le dossier sanitaire Guadeloupéen tenant compte du fait que la zone la plus sécurisée est entre Deshaies et Vieux-habitants (BRGM 2012) et des risques naturels ou non mais divers. Ce PRS a été fait et présenté en toute discrétion, tout comme le G.H.T. unique qui a fait fi de l'avis de ceux que l'on aime à appeler, seulement en publique, les "partenaires sociaux". Bien entendu, l'avis des véritables experts de terrain importe peu jusqu'au prochain drame.

Qui a laissé pourrir la situation avant l'incendie comme le prétend le Directeur Général du C.H.U.G. ? Qui a décidé, après l'incendie - unilatéralement et sans tenir compte des avertissements et propositions des représentants du personnel, de prendre des risques en éparpillant des services après l'incendie (recommençant les mêmes erreurs d'antan) ?

Contrairement aux affirmations de certains politiques, la CGTG n'a jamais voulu faire de cogestion, chacun doit rester à sa place, mais les meilleurs experts de terrain demeurent les agents et leurs avis ne sont pas facturés comme le sont ceux (et hors de prix) d'experts qui nous pondent des copié-collés.

Tout comme le chlordéconne aujourd'hui, dans trente ans, une commission sera dépêchée pour conclure que "*si on avait écouté les agents nous n'en serions pas là où nous a conduit les décisions qui ont été prises*" : **un système hospitalier déshumanisé et entrepreneurial** qui ne répond qu'à une logique financière en mettant de côté sa mission première, la santé de la population.

Oui "*Le mal est profond*", comme le dit si bien le D.G. du C.H.U.G. mais la CGTG réfute la paternité de ce mal. Ce sont seulement les orientations politiques néolibérales des gouvernement successifs, depuis les années 1980, qui nous ont conduit à **cette impasse comme dans tous les hôpitaux de France**. Ce sont ses prédécesseurs, avec des complicités politiques, qui ont laisser pourrir la situation pour en arriver là.

En attendant, l'anniversaire de cet incendie est l'occasion de faire deux constats implacables :

- Le temps que prend les autorités n'est pas la conséquence de la pourriture de la situation, cette dernière devient un prétexte pour imposer des décisions politiques scélérates et inadéquates.

- Rien n'a changé dans le sens d'une amélioration des conditions de travail des agents et d'accueil des patients, tout s'empire et le développement de pathologies du travail, l'amplification du syndrome du Boeing et les avis d'obsèques de plus d'une heure sont là pour le confirmer, n'en déplaie aux déclarations péremptoires et communicationnelles des responsables.

La FSAS-CGTG réaffirme que cet incendie a mis l'accent sur la nécessité de ne pas appliquer, en Guadeloupe, la politique libérale qui conduit à réduire ou mutualiser les moyens structurels - matériels et humains.

Voilà pourquoi la FSAS-CGTG demande à la population et aux travailleurs de se mobiliser, dans le cadre de la grève nationale du 05 Décembre 2019, et de rejoindre **la contestation générale** :

- Contre la précarité sociale.
- Contre les réformes libérales.
- Contre le projet de loi des retraites par point.
- Contre la destruction des services publics dont la santé.

....

Mais pour une société plus juste, plus solidaire et un service public de santé à la hauteur des enjeux humains de demain.